

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 15 mai 2025

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a réduit son taux d'intérêt directeur de 50 points de base (pdb) pour la troisième fois consécutive de l'année, le portant à 8,50 %.

LE CHIFFRE A
RETENIR

8,50 %

Taux directeur de Banxico
au 15 mai 2025

Comme attendu par le marché, Banxico a poursuivi son cycle d'assouplissement monétaire et a réitéré que des ajustements de la même amplitude pourraient encore avoir lieu d'ici la fin de l'année. Le communiqué de la décision de politique monétaire précise en effet que « *l'environnement inflationniste permettra de poursuivre le cycle de réduction du taux de référence, tout en maintenant une position restrictive* ». Depuis le début de l'année, l'inflation est restée dans la fourchette cible de Banxico (3 % \pm 1 pp) mais a enregistré une légère tendance à l'accélération depuis février.

Alors que la croissance enregistre une tendance au ralentissement au Mexique (+0,2 g.t. au T1 2025), Banxico semble privilégier le soutien à l'économie. De son côté, la Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu son taux directeur inchangé depuis le début de l'année, dans un contexte de hausse des risques de chocs inflationnistes.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le ministre de l'Economie, Marcelo Ebrard, a annoncé qu'il souhaitait avancer la révision du T-MEC, initialement prévue en juillet 2026, au deuxième semestre de 2025 afin notamment d'éliminer les incertitudes en matière d'investissement. La révision pourrait débuter après que les États-Unis aient conclu les dialogues sur les droits de douane réciproques auxquels ils se consacrent actuellement, d'après le ministre, qui a réaffirmé que les deux gouvernements partageaient la même intention de préserver la stabilité économique régionale. La révision de l'Accord de libre-échange qui lie le Mexique au Canada et aux États-Unis, se ferait dans le cadre de l'article 34.7 du T-MEC qui établit une clause de révision 6 ans après l'entrée en vigueur de l'accord et de prolongation de ce dernier. Si toutes les parties acceptent de le prolonger, il devrait rester en vigueur pendant encore 16 ans. Si une partie ne confirme pas son souhait de prolonger l'accord pour une nouvelle période de 16 ans, les parties devront alors procéder à un examen conjoint de l'accord chaque année.

A l'occasion de la tenue de la 88^{ème} Convention bancaire dans l'Etat de Nayarit la semaine dernière, Fitch Ratings a souligné la solidité du système bancaire mexicain tout en mettant en avant les risques de baisse de la qualité des actifs et de la rentabilité en lien avec le ralentissement économique. Malgré le ralentissement économique enregistré depuis l'année dernière, le crédit continue de progresser (+13,1 en termes nominaux ; + 9 % en termes réels au T1 2025) et le secteur bancaire affiche de bons indicateurs. D'après Fitch Ratings, les banques mexicaines ont des profils financiers très solides qui leur permettront d'absorber l'éventuelle contraction économique attendue pour 2025 (-0,3 % d'après le FMI). Les niveaux de capitalisation des banques sont plus élevés que le minimum requis par l'autorité de régulation, avec un ratio de capital réglementaire du système bancaire mexicain qui atteint 19,9 % en février, un niveau historique qui place le pays dans une position confortable pour faire face à une éventuelle situation de stress financier. La forte rentabilité et la qualité des actifs seraient en outre dues à des normes prudentes en matière d'octroi de crédit, selon Fitch, qui maintient sa notation du système bancaire mexicain. L'agence de notation s'attend toutefois à une détérioration modérée de la qualité des actifs ainsi que du profil financier et commercial en matière de rentabilité et de niveau de liquidité. Alors qu'au cours des trois dernières années, le ratio des prêts non performants s'est établi à environ 2 %, Fitch s'attend à ce que ce ratio augmente dans une fourchette comprise entre 2,3 % et 2,5 % en 2025, sans impact majeur sur la qualité du profil financier des banques. Les bénéfices d'exploitation ont par ailleurs augmenté de manière significative ces dernières années (avec un ROE proche de 18 % actuellement) ce qui permettrait d'absorber l'impact d'une baisse de la rentabilité.

Le gouvernement mexicain et les banques ont conclu un accord visant à élargir l'accès au crédit aux petites et moyennes entreprises (PME), qui représentent plus de 98 % des unités productives du pays. Cette initiative, présentée lors de la 88e Convention bancaire à Nuevo Nayarit, s'inscrit dans le cadre du *Plan México* qui vise à ce que 30 % des PME bénéficient d'un financement d'ici 2030, soit une progression annuelle moyenne de 3,5 %. L'accord devrait préciser le rôle accru des banques de développement dans l'octroi de garanties, afin de soutenir l'offre de prêts à des conditions plus compétitives. Parallèlement, les autorités poursuivent la construction d'un écosystème national de paiements numériques. Le directeur de l'Agence de transformation numérique, José Antonio Peña Merino, a estimé que cette transition est « *inévitable* », tout en appelant à accompagner les paiements digitaux de services financiers inclusifs permettant l'accès au crédit et la prospérité.

La présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a fermement rejeté la proposition républicaine actuellement débattue au Congrès américain visant à instaurer une taxe de 5 % sur les envois de fonds (*remesas*) effectués par les migrants vers leur pays d'origine. Lors de sa conférence matinale, elle a qualifié cette initiative d'« inacceptable » et a souligné qu'elle entraînerait une double imposition pour les Mexicains vivant aux États-Unis, qui s'acquittent déjà de leurs impôts. Le Mexique, deuxième pays récipiendaire de *remesas* depuis les États-Unis après l'Inde, serait particulièrement affecté par cette mesure, tout comme de nombreux pays d'Amérique latine. La cheffe de l'État a indiqué qu'un dialogue est en cours avec les représentants diplomatiques de ces pays afin de faire front commun et d'exposer aux parlementaires américains les conséquences négatives d'une telle réforme. Parallèlement à ce débat fédéral, des initiatives similaires émergent au niveau local : la Floride envisage à son tour de taxer les *remesas*, à l'image de l'Oklahoma, où une taxe de 1 % sur chaque 500 USD transférés est en vigueur depuis 2009. Sur les quatre premiers mois de 2025, les transferts de fonds envoyés depuis les États-Unis vers le Mexique ont atteint 14,3 Mds USD, en hausse de 1,3 % par rapport à la même période de l'année précédente.

La production industrielle mexicaine a enregistré un repli de 0,9 % g.m. en mars, mettant fin au dynamisme affiché en février. Ce repli a touché un large éventail de secteurs, avec une contraction notable de l'activité minière (-2,7 % g.m.), principalement due à la diminution de la production d'hydrocarbures et de minéraux non pétroliers. Le secteur de l'énergie (électricité, eau, gaz) poursuit également une tendance baissière (-1,1 % g.m. pour le quatrième mois consécutif). Si la construction a légèrement progressé (+0,8 % g.m.), grâce à la dynamique de l'édification et des travaux spécialisés, le génie civil a ralenti, affichant une contraction de 2,8 % g.m.. Le secteur manufacturier a par ailleurs contribué à ce recul (-1,1 % g.m.), affecté par la faiblesse de la production d'équipement de transport et d'autres branches, malgré une légère amélioration des industries orientées vers l'exportation. Le bilan du premier trimestre révèle une contraction annuelle de 1,2 % g.a. de la production industrielle, soulignant la faiblesse globale du secteur. Les perspectives pour 2025 anticipent une poursuite de cette tendance

négative (-1,5 % pour l'année), en raison d'un ralentissement attendu dans la construction, notamment publique, lié à l'achèvement de projets majeurs et à un environnement d'investissement moins favorable, le tout dans un contexte international incertain et sous la pression de la politique commerciale américaine.

Sectoriel

L'administration de D. Trump envisage de mettre en place des droits de douane sur les avions et pièces aérospatiales, dont le Mexique est le 6ème exportateur vers les Etats-Unis. Le Département du Commerce américain a lancé une enquête sur les importations d'avions commerciaux, moteurs à réaction et pièces détachées. Cette enquête, initiée discrètement le 1er mai 2025 dans le cadre de la Section 232 de la Loi de 1962 (*Trade Expansion Act*), vise à évaluer si ces importations représentent une menace pour la sécurité nationale. En 2024, les Etats-Unis ont importé 57,7 Mds USD de pièces détachées et de produits de l'industrie aérospatiale – soit une hausse de 11,7 % par rapport à l'année précédente. Le Mexique est le 6^{ème} exportateur vers les Etats-Unis dans ce secteur, ses exports vers son voisin du nord représentant 3,1 Mds USD (en hausse de 9,8 % g.a.). Il est devancé par le Canada (13,1 Mds USD d'import), la France (10 Mds USD), l'Allemagne (7,4 Mds USD), le Royaume-Uni (6 Mds USD) et le Japon (3,7 Mds USD). L'enquête évaluera la capacité de la production nationale américaine à répondre à la demande intérieure, et étudiera le rôle des chaînes d'approvisionnement étrangères, notamment la dépendance envers un petit nombre de pays exportateurs. Les autorités recueilleront aussi des commentaires publics sur les risques liés à cette concentration des importations.

Bulkmatic investira 250 M USD dans un nouveau terminal intermodal à Pesquería (Nuevo León). L'entreprise est un des leaders nationaux du transport en vrac, opérant 14 terminaux ferroviaires et distribuant 90 % de ses matières premières à plus de 800 usines dans le pays. Le projet de Pesquería devrait entrer en service au deuxième trimestre 2026 et permettrait de générer plus de 2 300 emplois – directs et indirects. Cette installation sera dédiée à la gestion de matériaux en vrac pour des secteurs stratégiques tels que l'alimentation, les plastiques, les produits chimiques et l'énergie. Les activités incluront le transbordement ferroviaire, l'entreposage spécialisé et le transport terrestre. Avec cette nouvelle infrastructure et en comptant ses projets précédents à García et Salinas Victoria, Bulkmatic atteint un investissement total cumulé de 387 M USD au Nuevo León. Le gouverneur de l'Etat, Samuel García Sepúlveda, a salué cette initiative comme un signe du développement du Nuevo León en un hub logistique national. Il a également souligné que l'intégration logistique entre le Mexique, les Etats-Unis et le Canada, impulsée par le T-MEC et le système ferroviaire qui unit les trois pays, a été un facteur clé pour la prospérité régionale.

Finances publiques

La dépréciation du peso face au dollar a contribué à la hausse de 9,8 % g.a de la dette publique mexicaine au cours du premier bimestre de 2025, pour atteindre 17 599 Mds MXN (soit environ 907,9 Mds USD) selon les données du ministère des Finances (SHCP). Ce niveau, en nette augmentation par rapport à l'année précédente, s'explique en grande partie par l'impact du change sur la dette libellée en devises, dans un contexte marqué par les incertitudes économiques liées au retour de Donald Trump à la Maison Blanche. La composante externe de la dette a ainsi progressé de 21,5 % tandis que la dette contractée en monnaie nationale a crû de 6,1 % conformément au calendrier prévu d'émissions. Malgré cette dynamique, les autorités fédérales maintiennent leur objectif de consolidation budgétaire. Le gouvernement de Claudia Sheinbaum vise une réduction du déficit public entre 3,9 et 4 % du PIB cette année, contre un niveau record de 5,7 % en 2024. Cet effort s'est déjà traduit par une baisse significative des dépenses publiques au T1 2025 (-5,9 % en g.a.), due en partie à une sous-exécution budgétaire. Toutefois, la faiblesse structurelle des recettes fiscales continue de soulever des interrogations sur la soutenabilité de la trajectoire budgétaire mexicaine. Plusieurs institutions appellent à une réforme fiscale progressive afin de faire face aux pressions croissantes sur les dépenses sociales et de renforcer les ressources allouées à des secteurs prioritaires comme la santé, l'éducation ou la sécurité. Les prévisions de dette ont été revues à la hausse dans les pré-critères de politique économique pour 2026 : la dette publique atteindrait 18 801 Mds MXN (soit 969,9 Mds USD) fin 2025, représentant 52,3 % du PIB, et grimperait à près de 19 958 Mds MXN en 2026.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	15/05/2025
Bourse (IPC)	-0,53%	0,72%	57 644,94 points
Change MXN/USD	0,04%	16,45%	19,55
Change MXN/EUR	-1,23%	19,94%	21,77
Prix du baril mexicain	8,51%	-19,20%	59,39

Amérique centrale

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le FMI et la Banque Mondiale ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour les économies d'Amérique centrale en 2025. Selon la CEPALC, la région est confrontée à un scénario international complexe et incertain. Les annonces tarifaires faites par les États-Unis ont non seulement des effets directs sur les exportations des pays de la région vers cette économie, mais aussi des effets indirects par le biais d'une plus grande volatilité sur les marchés financiers internationaux, avec des implications sur les rendements des actifs et des taux d'intérêt sur les principaux marchés financiers mondiaux.

	FMI	Banque Mondiale	CEPAL
Région	3,8%	-	2,7%
Guatemala	4,1 %	3,5 %	3,3%
El Salvador	2,5 %	2,2 %	2,5%
Honduras	3,3 %	2,8 %	3,2%
Nicaragua	3,2 %	3,4 %	3,1%
Costa Rica	3,5 %	3,5 %	3,6%
Panama	4 %	3,5 %	3,1%

Projections de croissance pour les pays d'Amérique centrale en 2025

Belize

Le Premier ministre John Briceño a présenté le budget national 2025-2026 au Parlement. Dans son discours, il a souligné la reprise économique du pays, citant une croissance du PIB de 8,2 % en 2024, la deuxième plus élevée de l'hémisphère occidental après la Guyane, et la dette publique ramenée à 61 % du PIB. J. Briceño a rappelé les difficultés économiques dont son gouvernement a hérité en 2020, notamment une contraction du PIB de 14 % et un ratio dette/PIB de 132 %. En outre, le Belize a réalisé quatre années consécutives d'excédents budgétaires, avec des réserves étrangères dépassant les 1,1 Md USD. Le Belize investira un montant record de 528,8 M USD dans des projets d'investissement au cours de l'exercice fiscal 2025-26, soit 30 % de son budget total. L'accent est mis sur les routes, l'éducation, les soins de santé et l'aménagement du territoire, l'administration cherchant à approfondir son programme de développement. Parmi les principales allocations : (i) 25 M USD pour l'expansion de l'assurance maladie nationale ; (ii) 15 M USD pour l'entretien des routes et des canalisations à l'échelle nationale ; (iii) 11 M USD pour l'acquisition de terres et l'arpentage ; (iv) 3,2 M USD pour des initiatives de développement au niveau des circonscriptions. Malgré l'incertitude mondiale, le Belize prévoit un déficit global modeste de seulement 0,59 % du PIB, en maintenant la discipline fiscale tout en stimulant les dépenses pour le développement.

Costa Rica

Le taux de chômage au Costa Rica est resté stable à 7,5 % au T1 2025, sans variation significative par rapport à la même période de l'année précédente, d'après l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC). Cette stabilité reflète une certaine résilience du marché du travail costaricien, bien que des disparités persistent entre les sexes. En effet, le taux de chômage est de 6,7 % chez les hommes et de 8,6 % chez les femmes. Par ailleurs, la population active nationale s'élève à 2,21 millions de personnes, dont 1,35 million d'hommes et 864 000 femmes. Concernant l'emploi informel, environ 824 000 personnes sont concernées (représentant 37,3 % de l'emploi total), dont 521 000 hommes et 303 000 femmes. Parmi elles, l'INEC estime que près de 465 000 personnes travaillent de manière indépendante. Ainsi, des défis sont à relever en matière de disparité de genre et de prévalence de l'emploi informel selon l'INEC. La stagnation de l'emploi soulève également des préoccupations quant à la capacité de l'économie costaricienne à générer des opportunités d'emploi suffisantes pour sa population active croissante.

Selon le dernier rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Costa Rica se classe au 62e rang mondial sur 193 pays en matière de développement humain, avec un indice de 0,833, ce qui le place dans la catégorie de « développement humain très élevé ». En Amérique latine et dans les Caraïbes, le pays se classe au 7e rang, derrière le Chili (45e), l'Argentine (47e), l'Uruguay (48e), Antigua et Barbuda (53e), Saint-Vincent-et-les-Grenadines (53e) et le Panama (59e). Le rapport souligne que, hormis les années de crise liées à la pandémie, l'avancement du développement humain mondial en 2024 a été le plus faible depuis 1990, avec une stagnation de l'IDH dans toutes les régions du monde.

L'Institut Costaricien d'Électricité (ICE) examine actuellement les offres de trois consortiums dans le cadre d'un appel d'offres de 145 M USD pour la génération thermique. Cette initiative vise à renforcer la capacité énergétique du pays face à une demande croissante et à des retards dans la mise en service de projets d'énergie renouvelable. Les consortiums participants sont composés d'entreprises locales et internationales spécialisées dans la production d'énergie thermique : (i) le consortium Laeisz (Honduras), (ii) le consortium Aggreko-AGK (Royaume-Uni) et (iii) le consortium Crimex (composé des sociétés Geodesa, Even du Mexique et Beta du Costa Rica). Le projet prévoit l'installation de nouvelles unités de production thermique, notamment dans la région de Garabito, pour assurer la stabilité du réseau électrique national. Ainsi, bien que le Costa Rica soit souvent salué pour sa production électrique verte (le ratio de 100% d'énergies renouvelables est encore souvent affiché, avec 70% d'hydroélectricité), le pays a commencé à s'orienter progressivement vers l'utilisation de sources thermiques en complément, principalement pour répondre à des besoins de stabilité et de sécurité

énergétique. En période de sécheresse prolongée, la dépendance à l'hydroélectricité (dont le barrage de Reventazon qui représente 38% de la capacité électrique installée du pays mais qui n'est qu'à 70% de sa propre capacité) devient un risque. Face à la variabilité climatique, l'État utilise alors des centrales thermiques pour compenser les baisses de production et répondre à la demande croissante. En 2024, le Groupe ICE a subi une chute drastique de 75 % de ses bénéfices nets, en grande partie à cause de sa conversion partielle à l'énergie thermique plus coûteuse en opération. Cette transition a ainsi contribué à une baisse de l'excédent opérationnel de 35 %, et les coûts de production accrus n'ont pas été répercutés sur les tarifs, car l'ICE a choisi de ne pas demander d'ajustement pour 2025.

El Salvador

Fitch maintient la note « B- » avec perspective stable pour le Salvador et prévoit une croissance de 2,2 % en 2025. Le Salvador continue d'afficher les notes de risque les plus basses d'Amérique centrale à ce jour, malgré une revue à la hausse en janvier 2025 après que le pays ait conclu un accord avec le FMI dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEDC). Fitch a noté que le déficit budgétaire du secteur public non financier s'est réduit à 4,4 % du PIB en 2024 et prévoit une baisse continue à 2,1 % en 2026. L'assainissement budgétaire sera alimenté par des réductions de dépenses et des améliorations dans la collecte des impôts, des mesures qui sont encadrées par le budget 2025 et les engagements envers le FMI. Le rapport ajoute que la situation du Salvador est soutenue par une inflation plus faible et un « PIB par habitant plus élevé que ses pairs », mais qu'elle est affectée par une croissance « modérée », une dette élevée et des niveaux d'intérêt élevés. La dette resterait également élevée, à environ 87,8 % du PIB, et même si elle pourrait diminuer légèrement en 2026, elle augmentera à nouveau en 2027 en raison du paiement de la dette de pension.

La dette publique totale a augmenté de 0,9 % g.t. au T1 2025 selon les données de la Banque centrale de réserve (BCR). La dette du secteur public non financier (SPNF), qui comprend l'État, le reste des administrations publiques et les entreprises publiques non financières, s'élevait à 21,1 Mds USD fin mars. En 2024, la dette du SPNF avait augmenté pour atteindre 87,2 % du PIB, contre 85,1 % en 2023. L'agence de notation Fitch Ratings prévoit une légère augmentation à 87,8 % du PIB en 2025.

Guatemala

La Banque du Guatemala a réduit la projection de croissance du secteur agricole pour 2025 de 1,1 % à 0,8 %. Les petits producteurs et exportateurs de légumes et de fruits seraient principalement affectés. Cette baisse est attribuée aux nouveaux droits de douane de 10 % imposés par les États-Unis, qui désavantagent le

Guatemala par rapport au Mexique, qui en est exempté. À cela s'ajoutent des facteurs internes tels qu'une mauvaise infrastructure, des coûts logistiques élevés et un manque de compétitivité. L'impact se fait déjà sentir sur des produits tels que le café, la mangue et le macadamia. On craint des pertes d'emplois et de compétitivité si l'infrastructure agricole, le financement et la logistique ne sont pas renforcés.

Le Conseil monétaire (CM) décide de maintenir le taux d'intérêt directeur de la politique monétaire à 4,50 %. Cette décision vise à assurer la stabilité économique du pays face à un environnement global et interne caractérisé par des incertitudes et des défis. Sur le plan extérieur, le CM a noté que l'économie mondiale montre des signes de ralentissement. Ce ralentissement s'accompagne d'une baisse des prix internationaux du pétrole, qui ont atteint des niveaux inférieurs à ceux enregistrés à la fin de 2024. Malgré ces baisses, l'inflation dans certaines grandes économies reste supérieure à l'objectif fixé, ce qui accentue les risques inflationnistes. Sur le plan intérieur, le CM a fait état d'ajustements des projections de croissance économique du pays. L'estimation du PIB pour 2025 a été révisée de 4,0 % à 3,8 %, reflétant l'impact des incertitudes externes concernant les principaux partenaires commerciaux du Guatemala. Les estimations de croissance des remesas quant à elles ont été revues à la hausse, passant de 6 % à 9 % avec un flux en dollars américains qui à la fin de 2025 serait d'environ 23,4 Mds USD.

Honduras

Selon la Banque mondiale, le Honduras sera confronté à un ralentissement économique en 2025. Selon le rapport « *The Macro Poverty Outlook* », le pays enregistrera une croissance revue à la baisse de 2,8 % (contre 3,6 % enregistrés en 2024), marqué par une baisse des exportations, un crédit moins dynamique et un environnement international défavorable. Malgré des envois de fonds élevés, une inflation maîtrisée et un dynamisme de l'accès au crédit, la vulnérabilité du Honduras face aux facteurs environnementaux (notamment la tempête Sara) ont affaibli le rythme de la croissance. Sur le plan social, en 2024, 62,9 % des ménages vivaient en dessous du seuil de pauvreté et 12,4 % de la population subsiste dans l'extrême pauvreté, avec des revenus inférieurs à 2,15 USD par jour. Près de la moitié des Honduriens vivent avec moins de 6,85 USD par jour, tandis que l'informalité élevée du travail et l'accès limité aux services de base entravent le développement humain et économique. Sur le plan budgétaire, le déficit public s'établit à 1,1 % du PIB en 2024, mais pourrait atteindre 1,4 % en 2025 en raison d'une augmentation des dépenses sociales. Les transferts de fonds restent le pilier financier le plus solide, représentant environ un quart du PIB. La Banque Mondiale met également en garde contre d'autres risques : (i) d'éventuelles catastrophes naturelles, un ralentissement mondial, (iii) l'incertitude de la politique commerciale et (iv) le retour des migrants, qui pourrait saturer davantage un marché du travail déjà faible.

Le parlement hondurien approuve trois prêts d'un montant total de 190 M USD auprès de la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF).

Le premier prêt à 70 M USD, sera alloué au Programme de pré-investissement et d'investissement public, visant à renforcer la capacité institutionnelle de l'État à identifier, planifier et mettre en œuvre des projets d'investissement. Ce programme comprend également une composante pour le financement de systèmes d'eau potable et d'assainissement dans diverses communautés. Un autre prêt, d'un montant de 80 M USD, vise à promouvoir l'égalité des sexes et l'inclusion sociale, via la promotion de politiques publiques et de réformes institutionnelles axées sur l'autonomisation des femmes, l'inclusion des personnes handicapées et le développement des peuples indigènes et afrodescendants. Le troisième prêt, d'un montant de 40 M USD, vise à réactiver le secteur du café et à renforcer la Banco Nacional de Desarrollo Agrícola (Banadesa). Ce financement permettra d'élargir l'accès au crédit pour les petits et moyens producteurs de café, ainsi que de moderniser les capacités de la Banadesa.

Nicaragua

Les envois de fonds (remesas) au Nicaragua ont augmenté de 26,3 % g.a. au T1 2025, pour atteindre 1,4 Md USD d'après la Banque centrale du Nicaragua (BCN).

L'institution indique que 83,8 % des flux provenaient des États-Unis (1,2 Md USD), suivis par le Costa Rica avec 7,5 % (107,4 M USD) et l'Espagne avec 5,4 % (77,6 M USD), qui représentaient ensemble 96,6 % du total reçu au cours de cette période. Pour rappel, le Nicaragua a atteint un record de 5,2 Mds USD de *remesas* reçues en 2024, soit 26,62 % de son produit intérieur brut (PIB), dont 4,3 Mds USD en provenance des États-Unis, selon les chiffres officiels.

La société britannique Condor Gold annonce l'exploitation d'une mine au Nicaragua avec un investissement de 160 M USD.

Condor Gold Nicaragua, filiale à 100 % de la société britannique Metals Exploration, a annoncé qu'elle avait commencé la construction de l'infrastructure de la nouvelle mine d'or « La India ». Darren Bowden, PDG de Condor Gold, a expliqué que le projet emploiera jusqu'à 1 600 personnes pendant la phase de construction. La India possède des réserves d'environ 2,2 millions d'onces d'or, avec un objectif initial de production annuelle de 140 000 onces d'or, selon la société. Les exportations minières du Nicaragua se sont élevées à 1,3 Md USD en 2024, soit une augmentation de 20,1 % g.a., selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN). L'or est le principal produit d'exportation du Nicaragua et Calibre Mining, une entreprise publique canadienne présente au Nicaragua depuis 2009 en est le plus grand exportateur. En août 2024, 248 concessions minières avaient été accordées dans le pays, dont 144 pour l'exploitation de mines métalliques, selon les données du gouvernement.

Panama

L'Autorité du Canal de Panama (ACP) défendra sa position dans l'ultime arbitrage l'opposant à Gupcsa (Grupo Unidos por el Canal, S.A.) concernant un différend financier de 4 Mds USD le 13 juin 2025. Pour rappel, depuis 2014, Gupcsa (dirigée par l'entreprise de construction espagnole Sacyr et incluant Webuild SPA, Jan de Nul NV et CUSA) a initié cinq arbitrages contre l'ACP, sous l'égide de la Chambre de Commerce Internationale de Miami, contestant des retards, des surcoûts et des perturbations dans le projet. Jusqu'à présent, les décisions arbitrales ont toutes été favorables à l'ACP avec des décisions rejetant les réclamations de la société totalisant environ 1,2 Mds USD et lui ordonnant de rembourser des avances contractuelles et de payer des frais juridiques. Ce différend, le plus important lié à l'agrandissement du Canal, pourrait avoir un impact macroéconomique notable car il pourrait impliquer des enjeux financiers majeurs pour l'État panaméen, qui dépend des revenus générés par le Canal (pilier central de l'économie nationale). Les audiences principales de ce cinquième arbitrage sont prévues du 19 janvier au 6 février 2026, puis du 9 mars au 31 mars 2026, avec une possible extension jusqu'au 3 avril 2026.

Caraïbes

Antigua-et-Barbuda

Antigua-et-Barbuda est devenu officiellement le 23^{ème} pays actionnaire de la Banque de développement d'Amérique latine et des Caraïbes (CAF), en tant qu'« actionnaire de série C ». Ce statut, réservé aux nouveaux membres et aux petits Etats insulaires, permet au pays de bénéficier de financements souples et innovants pour appuyer ses projets de développement durable et inclusif. En tant qu'actionnaire de série C, Antigua-et-Barbuda disposera d'un droit de vote limité lors des assemblées générales. À l'inverse, les actionnaires de série A (pays fondateurs latino-américains) et de série B (pays extra-régionaux ou associés, comme l'Espagne) jouent un rôle plus influent, tant sur le plan stratégique que financier. Cette adhésion d'Antigua-et-Barbuda s'inscrit dans la stratégie de la CAF visant à renforcer sa présence dans les Petits États insulaires en développement (PEID) des Caraïbes, particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique, tels que l'élévation du niveau de la mer et l'intensification des ouragans.

Cuba

La Russie a annoncé pour la première fois un engagement chiffré dans le cadre de son « Plan 2030 » avec Cuba, prévoyant un investissement de 1 Md USD d'ici 2030. Cette annonce a été faite le 8 mai 2025, lors d'une rencontre au Kremlin entre le président cubain Miguel Díaz-Canel et Vladimir Poutine, à l'occasion du 65^e anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Le vice-Premier ministre russe Dmitri Tchernychenko a exprimé la volonté des entreprises russes d'investir massivement dans des secteurs clés de l'économie cubaine, notamment la production d'électricité, l'agriculture et l'éclairage public. En outre, cette déclaration intervient alors même que par le passé, la Russie avait annulé ou reporté des projets en raison de non-paiements de la part des autorités cubaines. Les deux pays ont mutuellement exprimé leur intérêt à renforcer leur lien économique et notamment la présence des entreprises russes à Cuba. Dans ce contexte, ils prévoient la mise en place d'un Agenda économique bilatéral pour la collaboration économique et commerciale ainsi que scientifique et technique avec une feuille de route et un plan d'action pour la période 2023-2030. Au cours de cette visite officielle, le Président cubain et sa délégation ont participé aux cérémonies de commémoration du 80^{ème} anniversaire de la fin de la Seconde Guerre Mondiale, aux côtés d'autres pays invités.

Grenade

La Commission de Régulation des Services Publics de la Grenade (PURC) et le Rocky Mountain Institute (RMI) ont signé un protocole d'accord pour lancer le « Grenada Renewable Energy Project », qui vise à installer la première centrale photovoltaïque à l'échelle industrielle de l'île. Elle devrait se situer à Point Salines, avec une capacité de 15 MW, accompagnée d'un système de stockage d'énergie par batterie 10,6 MW/21,2 MWh. Soutenu par le gouvernement et la Grenada Electricity Services Ltd. (Grenlec), ce partenariat stratégique a pour but de réduire la dépendance aux combustibles fossiles importés, d'améliorer la sécurité énergétique et de diminuer les émissions de carbone. Le projet s'inscrit dans l'objectif national d'atteindre 100 % d'énergie renouvelable d'ici 2039.

Jamaïque

Le groupe InterEnergy a finalisé l'acquisition de Paradise Park, la plus grande centrale solaire photovoltaïque de Jamaïque, située à Westmoreland, avec une capacité installée de 51 MWP. Opérationnelle depuis 2019, cette installation génère plus de 80 GWh d'électricité propre par an, couvrant les besoins d'environ 20 000 foyers jamaïcains et évitant l'émission de 13 500 tonnes de CO². Avec cette opération, la capacité totale d'InterEnergy en énergies renouvelables en Jamaïque

dépasse désormais 85 MW. Pour rappel, le projet Paradise Park, développé en partenariat avec le français Neoen et financé par les banques de développement PROPARCO (France) et FMO (Pays-Bas), était auparavant détenu par MPC Caribbean Clean Energy Limited.

République Dominicaine

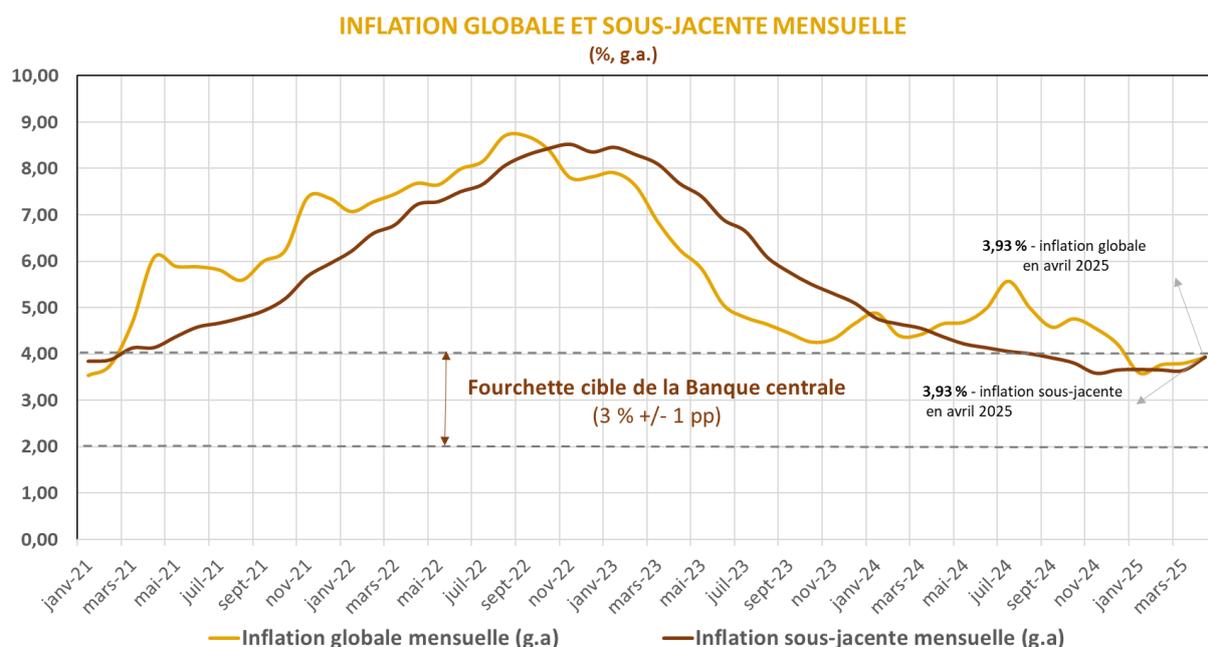
Selon une étude commandée par le ministère de l'Industrie, du Commerce et des Micros, Petites et Moyennes entreprises (MICIM), le secteur de la logistique aurait représenté 3,1 % du PIB dominicain en 2023, avec une projection de croissance portée à 3,8 % d'ici 2034. Cette étude marque un tournant dans l'analyse sectorielle du pays puisqu'elle évalue pour la première fois la logistique comme branche économique autonome, distincte de la catégorie « Transport et Stockage » traditionnellement utilisée par la Banque centrale. Une telle approche permet notamment une meilleure évaluation du poids du secteur dans le développement national. Entre 2012 et 2023, les emplois directs dans la logistique ont plus que doublé, enregistrant une croissance de + 138 % tandis que l'emploi total (direct et indirect) a progressé de 226 %. A l'horizon de 2034, le secteur devrait générer près de 200 000 emplois, renforçant sa place dans le tissu socio-économique du pays. Ce positionnement peut s'expliquer par la stratégie d'optimisation des chaînes de valeur et la modernisation des infrastructures portuaires et douanières, faisant du pays un hub logistique régional en plein essor. En effet, le pays compte cinq centres logistiques et 33 entreprises opérant dans le secteur, traitant plus de 2 Mds USD de marchandises par an. En outre, l'adoption du programme *Despacho en 24 Horas* aurait permis de réduire les délais de traitement de près de 41 %, avec un temps moyen passé de 6 jours et 22 heures à 4 jours et 2 heures. Par ailleurs, depuis le 30 juillet 2024, la loi 30-24 relative aux centres logistiques, aux sociétés d'exploitation de centres logistiques et aux sociétés d'exploitation logistique a instauré un cadre juridique spécifique visant à encadrer le fonctionnement du secteur et à promouvoir le développement durable. Pour les autorités dominicaines, le développement de la logistique constitue un levier stratégique de croissance à long terme, entre les politiques industrielles, commerciales et d'investissement. Il fait d'ailleurs l'objet d'un comité dédié au sein de la Commission présidentielle Meta RD 2036, dont l'objectif est de doubler le PIB réel d'ici 2036 et d'atteindre une croissance moyenne annuelle de 6 %.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dettes publiques (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	2 017,0	3,7%	3,3%	1,5%	-0,3%	1,4%	60,7%	3,5%	8,50%
Belize	0,4	3,3	9,7%	1,1%	8,2%	3,2%	2,5%	59,5%	2,1%	2,25 %
Costa Rica	5,3	96,1	4,6 %	5,1%	4,3%	3,4%	3,4%	59,7%	2,2%	4,00%
Guatemala	17,9	110,0	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,8%	27,2%	3,0%	4,50%
Honduras	10,7	37,4	4,1%	3,6%	3,6%	3,3%	3,4%	43,0%	4,7%	5,75%
Nicaragua	6,7	18,8	3,6%	4,4%	3,6%	3,2%	3,1%	38,4%	4,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,3	2,8%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,9%	1,8%	--
Haïti	12,4	24,0	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-1,0%	1,0%	11,8%	27,2%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	5,2%	2,6%	-0,8%	2,1%	1,6%	64,6%	5,0%	6,25%
Panama	4,5	87,3	10,8%	7,6%	2,9%	4,0%	4,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	127,4	5,2%	2,2%	5,0%	4,0%	4,8%	58,2%	4,3%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

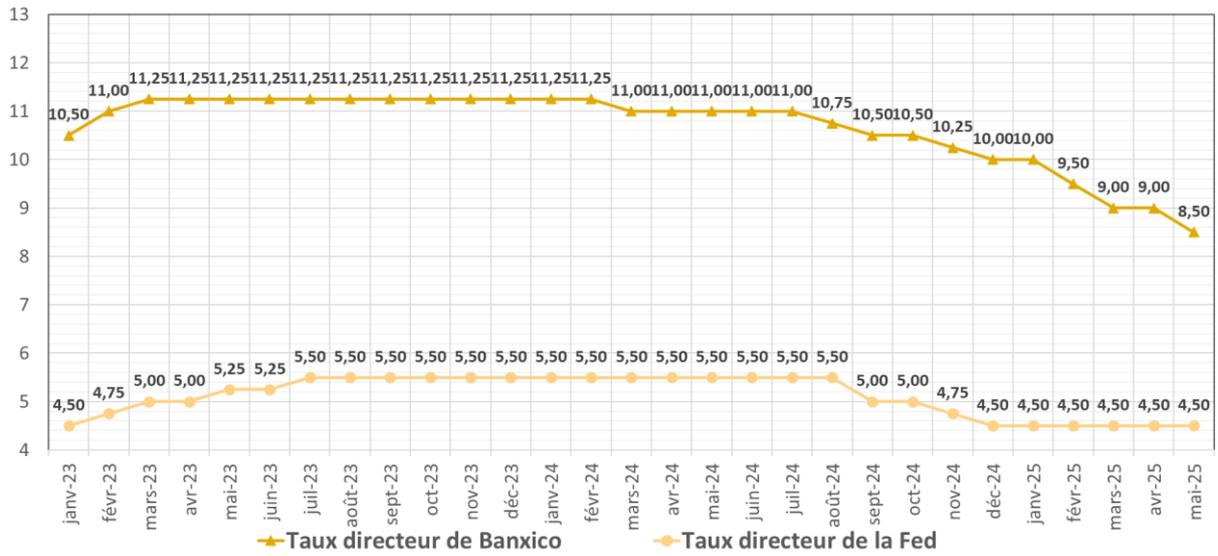
Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2025

– Annexe Graphique Mexique –



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

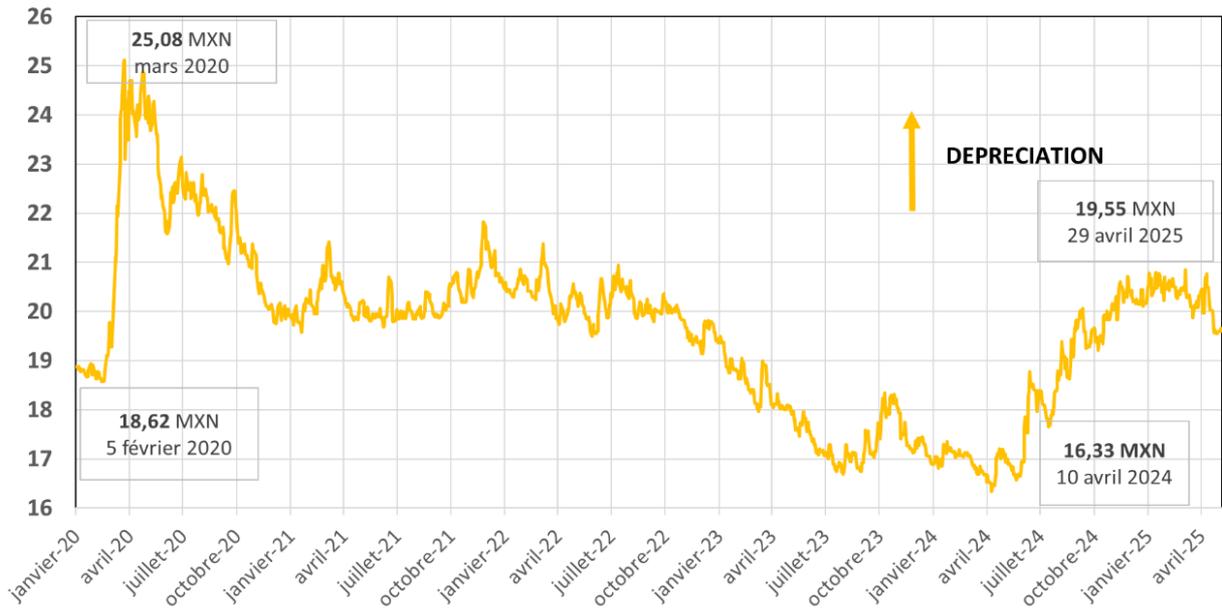


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

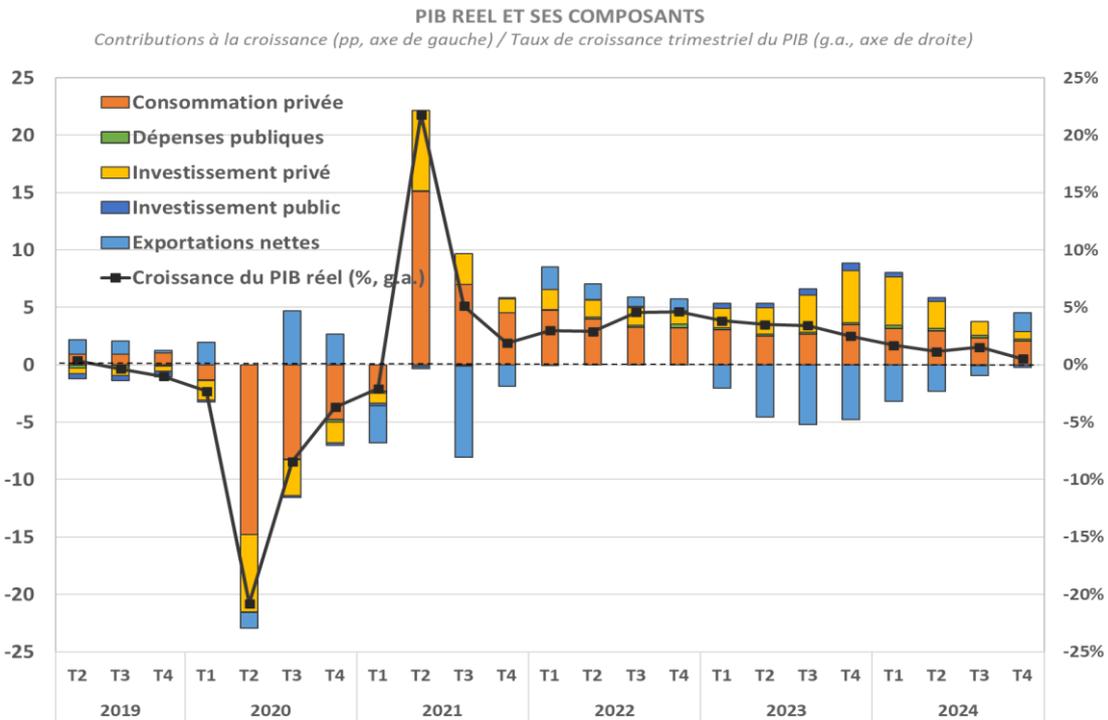
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



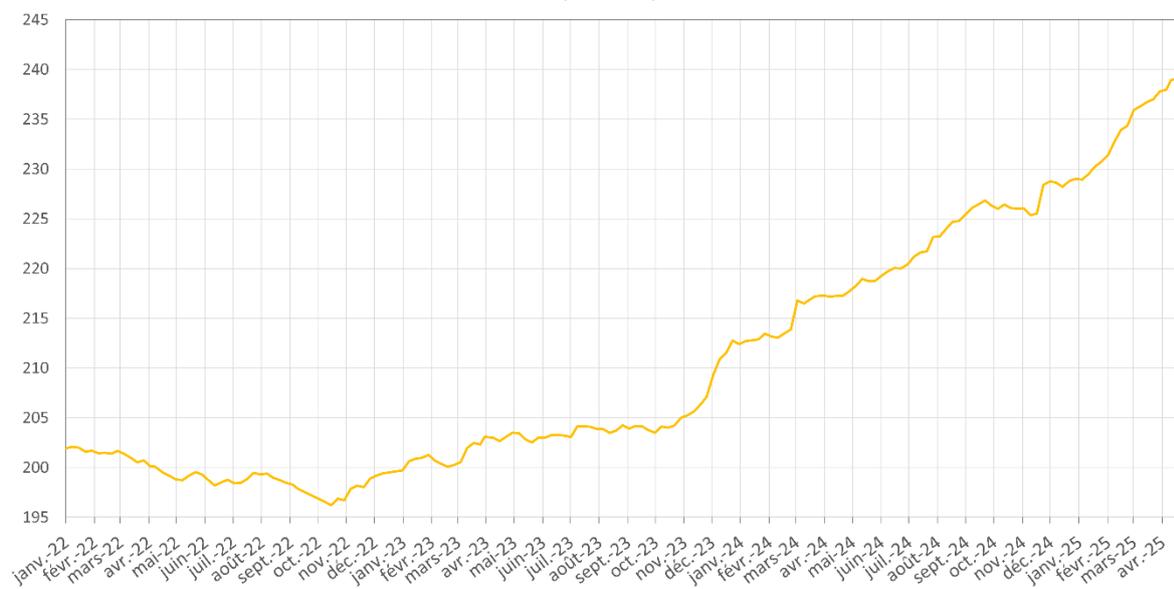
Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr